



College of Europe
Collège d'Europe



Natolin



Building social capital for more inclusive societies / Partnerships for innovative approaches in Europe

European Conference

14 March 2008

La conférence européenne qui s'est tenue à Bruges le 14 mars 2008 a réuni plusieurs institutions européennes et centres académiques pour discuter des partenariats nécessaires pour l'inclusion sociale en Europe.

A European conference gathered together several European institutions and academic centres in Bruges on March 14th 2008 in order to discuss the partnerships that may be necessary for social inclusion in Europe.



Communiqué de presse FR

Organisée en partenariat par le Collège d'Europe et Cera, cette conférence avait pour objectif d'analyser comment la société civile et le secteur privé peuvent

collaborer avec les administrations pour mener à bien les objectifs de la stratégie de Lisbonne dans le domaine de l'inclusion sociale.

La conférence s'est préoccupée d'encourager des initiatives créant du capital social en vue de sociétés européennes plus inclusives. Elle a confirmé que les efforts créatifs des pouvoirs publics, à tous les niveaux, peuvent être complétés et enrichis par plusieurs partenariats avec des entreprises et le tiers secteur. Le capital social, à certaines conditions, la cohésion sociale et la démocratie sont des valeurs qui ont en commun de rendre compte de niveaux de participation et d'insertion politique, économique et sociale.

Un premier volet de la conférence a analysé la stratégie de l'inclusion sociale de l'UE et comment les Etats, d'un côté, et la société civile et les entreprises, de l'autre, peuvent y contribuer. Les présentations ont été réalisées par des professeurs de l'Université Catholique de Leuven et du Collège d'Europe.

Une deuxième session a analysé l'efficacité et les résultats transposables, à l'aide de différents critères, d'expériences innovantes, telles celles présentées par la **Commission Européenne** relatives aux appuis du Fonds social européen, la **Fondation Européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail** (EUROFOUND), en ce qui concerne plusieurs développements du capital social à l'échelle régionale, le **Conseil de l'Europe** avec le Contrat Social Multipartite (recherche de solutions contre le surendettement ; lutte contre le chômage de longue durée), le réseau européen de recherches **EMES** en ce qui concerne la diversité de l'entrepreneuriat social en Europe, le **Conseil National pour l'Insertion par l'économique** (France) ou encore le « **Living Stone Centre for intercultural entrepreneurship** » (Belgique) qui a illustré des façons dynamiques d'appréhender la diversité multiculturelle dans les entreprises et les organisations, ou des initiatives comme le réseau **CEPAC** (République Tchèque) qui a notamment illustré un ensemble de mesures réalisées par divers partenaires pour faciliter la réinsertion de femmes mères de familles dans le monde du travail.

La conférence s'est conclue par une discussion avec des partenaires sociaux et civils (**Plateforme européenne contre la pauvreté, Confédération Européenne des Syndicats, CSR Europe**) et des doctorants de l'**Ecole en Etudes du développement de la Communauté française de Belgique** sur des visions de sociétés plus inclusives.

Ces discussions ont témoigné d'une réelle mobilisation en Europe sur les enjeux d'inclusion sociale dont les autorités nationales devraient pouvoir mieux rendre compte dans leurs plans nationaux de réformes. De nombreuses initiatives solidaires qui impliquent des pouvoirs publics, des entreprises, des entreprises sociales, des syndicats et d'autres organisations cherchent à consolider leurs résultats encourageants. Le rôle de l'Etat se transforme dans la globalisation : il doit réexaminer ses méthodes d'appréhension des problèmes et vérifier l'accès effectif aux droits sociaux universels de même qu'être garant de l'effectivité du droit, sans quoi le secteur informel se développe exagérément. Les différents processus relevant de la stratégie européenne de Lisbonne doivent être mieux coordonnés alors que le nombre de personnes pauvres ne diminue pas en Europe. La question clé n'est pas tant le capital social à créer que la participation des personnes pauvres et de tous les intervenants à la définition de projets et de politiques qui veulent lutter contre les causes de l'exclusion. Les réflexions et actions politiques ne devraient pas s'arrêter à l'Europe et devraient exprimer des espoirs et des inquiétudes sur le devenir des systèmes sociaux. Les pays du Nord et du Sud doivent se retrouver sur

des appropriations de concepts et d'objectifs. Il ne faut pas exagérer pour autant la multiplication des concepts.

Le Collège d'Europe espère par cette initiative avoir pu contribuer à susciter des partenariats utiles pour la réflexion et l'action en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au moment où le Conseil européen réuni à Bruxelles le même jour « soulignait que la cohésion économique, sociale et territoriale contribue à réaliser les objectifs de la stratégie renouvelée de Lisbonne », « reconnaissait le rôle du niveau local et régional dans la délivrance de la croissance et de l'emploi », demandait que « l'attention nécessaire soit accordée à la dimension sociale des services d'intérêt général » et reconnaissait l'importance de combattre la pauvreté et l'exclusion sociale, notamment par la promotion de l'inclusion active (&& 5, 10 et 14 des Conclusions de la Présidence).

Personne de contact :

Luis Bouza García
Assistant Académique
+32-50-47.72.43
lbouza@coleurop.be

Press release EN

Organised in the framework of a partnership between the College of Europe and the holding Cera, the objective of this conference was to analyse how civil society and private sector can cooperate with public administrations in order to carry out the objectives of the Lisbon strategy in the field of social inclusion.

The conference encouraged initiatives creating social capital for more inclusive European societies. It confirmed that creative efforts of public administrations, at different levels, may be completed and indeed improved by several partnerships with the private and voluntary sectors. Social capital, under certain conditions, social cohesion and democracy are values whose common aspect is to focus on the importance of participation and inclusion in political, economic and social life.

The first part of the conference analysed the social inclusion strategy of the EU and how states on the one hand and enterprises and civil society on the other may contribute to it. The speakers came from the Catholic University of Leuven and from the College of Europe.

The second part was devoted to a discussion on the effectiveness and the results that may be transposed, using some analytical criteria, of some innovative experiences. Some of these examples were presented by the **European Commission**, support actions funded by the European Social Fund, the **European Foundation for the improvement of living and working conditions** (EUROFOUND) on social capital in rural areas, the **Council of Europe** on the Multipartite Social Contract (aiming to solutions against over-indebtedness and long term unemployment), or France's **National Council for Insertion by Economic Activities**. Examples coming from private and voluntary sectors were presented as well, such as the **EMES research network** on social entrepreneurship in Europe, the "**Living Stone Centre for intercultural entrepreneurship**" (Belgium) that showed dynamic approaches to cultural diversity in organisations and companies, and the **CEPAC network** (Czech Republic) which illustrated how a set of initiatives in partnership by several institutions helps the reinsertion in the work market of women after long maternity leaves.

The conference concluded by a discussion on visions of more inclusive societies with social and civil partners (European Anti Poverty Network, European Trade Union Confederation, CSR Europe) and PhD students from the School for Development Studies of the French-speaking community of Belgium.

These discussions are a demonstration of a real mobilisation around social inclusion challenges in Europe that national authorities should reflect on their national reform plans. Several solidarity initiatives involving public authorities, private companies, social enterprises, trade unions and other organisations are looking forward a consolidation of their encouraging achievements. The role of the state is changing in the context of globalisation: it must re-examine the methods it uses to face problems and to ensure the effective access to universal rights, as well as to be a guarantor of the application of the law, whose absence favours an exaggerated increase of the informal sector. The different processes pertaining to the Lisbon strategy shall be coordinated better as the number of poor people in Europe does not decrease. The key issue is not essentially the creation of social capital but the participation of poor people and all organisations in the definition of projects and policies willing to fight the causes of social exclusion. Political actions and reflections shall not be limited to Europe and should express the hopes and fears linked to the future of social protection systems. Countries from the North and the South must come together

around appropriate concepts and objectives, without contributing nevertheless to an unnecessary multiplication of the concepts.

In the same day that the European Council meeting in Brussels stated that “economic, social and territorial cohesion also contributes to fulfilling the objectives of the renewed Lisbon Strategy”, “recognises the role of the local and regional level in delivering growth and jobs”, admitting that “Due attention must also be paid to the social dimension and services of general interest” and acknowledging the importance of a fight against poverty and social exclusion, particularly by the promotion of active inclusion (§ 5, 10 and 14 of the Presidency Conclusions) the College of Europe hopes to have contributed with this initiative to fostering useful partnerships for reflection and action in the field of the fight against poverty and social exclusion.

Contact person for any further information:

Luis Bouza García
Academic Assistant
+32-50-47.72.43
lbouza@coleurop.be